

Gouvernement Lula: L'heure des choix

La constitution du gouvernement Lula constitue un tournant de la situation politique au Brésil et en Amérique latine. C'est une victoire des classes populaires contre l'impérialisme et les classes dominantes du Brésil.

La victoire de Lula constitue dans toute l'Amérique latine un immense espoir. Elle représente la victoire du Parti des travailleurs, parti qui représente, depuis une vingtaine d'années, l'expression organique des luttes, des syndicats et des mouvements sociaux, même si elle ne résulte pas d'une mobilisation sociale.

Aussi, dans les rapports de forces actuels, tant les classes dominantes que les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale) exercent une terrible pression sur le nouveau pouvoir de Brasilia : respect des engagements du Brésil vis-à-vis du FMI, remboursement de la dette, négociation de l'Alca (1), lutte contre l'inflation. La nomination d'Henrique Campos Mirelles, premier Latino-Américain qui a présidé une banque étatsunienne, comme gouverneur de la Banque centrale et celle de certains ministres enclins à accepter les diktats du FMI ne vont pas dans le bon sens.

Le gouvernement de Lula est donc un gouvernement qui va gérer les affaires des classes dominantes, mais dans un contexte marqué par une forte présence des mouvements de masses, et en particulier des syndicats et des mouvements des sans-terre. C'est un gouvernement de crise. Il est aujourd'hui à la croisée des chemins. Ira-t-il vers des réformes de structures significatives - sur le plan de la réforme agraire, de la concentration des richesses, etc. - ou les compromis avec les institutions financières internationales et les grands groupes privés brésiliens et transnationaux vont-ils marquer de leur empreinte sa politique ? Le "noyau dur" du gouvernement Lula s'oriente, pour le moment, vers cette politique de compromis. Mais déjà, le groupe parlementaire du PT résiste au projet gouvernemental d'autonomie de la Banque centrale. Dans l'Etat du Sertao, des paysans sans terre ont occupé des banques pour exiger des crédits consacrés au financement des terres qu'ils occupent.

C'est dans cette situation contradictoire que nos camarades de la Démocratie socialiste (tendance du PT, membre de la IVe Internationale) soutiennent le gouvernement et qu'un des leurs, Miguel Rosetto, est ministre de la Réforme agraire.

Sa nomination a été, en particulier, saluée par le Mouvement des sans-terre et dénoncée par toutes les associations de propriétaires fonciers. La participation gouvernementale soulève une série de questions, mais nous ne sommes pas des donneurs de leçons, et c'est bien entendu à nos camarades brésiliens de décider de leur orientation. D'autant qu'ils sont les cofondateurs et les coanimateurs de ce parti, et qu'il est difficile, alors, de ne pas prendre ces responsabilités.

Une très large majorité s'est exprimée pour participer au gouvernement Lula, d'abord parce que l'essentiel des courants du PT, notamment la gauche du PT, participent au gouvernement, ensuite en raison de la dynamique du soutien populaire à celui-ci et de la nécessité de faire l'expérience de ce gouvernement avec les mouvements sociaux.

A l'inverse, une autre position s'est exprimée pour soutenir tout "pas en avant" du gouvernement, sans pour autant y participer. Les concessions de la direction du PT à la pression libérale ne permettant pas une participation gouvernementale.

Au-delà des positions des uns et des autres, ce qui est décisif, maintenant, c'est la politique que mènera le gouvernement. Réaliser la réforme agraire ou céder devant les propriétaires fonciers ? Rompre avec l'Alca ou accepter les diktats du FMI ? Soutenir les revendications populaires ou s'adapter à la pression libérale ? Aller à Porto Alegre ou à Davos, il faut choisir.

Dans cette bataille - et Miguel Rosetto est déjà aux côtés des paysans sans terre - les révolutionnaires doivent tout faire pour stimuler et développer la mobilisation sociale et imposer la satisfaction des revendications populaires. C'est la clé de la situation.

François Sabado.

1. Ou Zlea, Zone de libre-échange des Amériques